

## *CURRICULUM VITAE*

LAURENCE GAY  
CHARGÉE DE RECHERCHES 1ÈRE CLASSE AU CNRS  
(CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE)

UMR 7318 DICE (Droit international, comparé et européen), CNRS/Aix-Marseille université

Composante : Institut Louis Favoreu - GERJC

Faculté de droit d'Aix-en-Provence

04 90 57 32 02 - laurence.gay@univ-amu.fr

Née le 18 décembre 1973 à Bordeaux

Section CNU : 02 - Section CNRS : 36

### *DIPLOMES ET FORMATION UNIVERSITAIRES*

- 2002** Inscription sur la liste de qualification aux fonctions de Maître de conférences par le Conseil national des universités, section 02
- 2001** Doctorat en droit  
\* Thèse : *Les « droits-créances » constitutionnels*, soutenue à Aix-en-Provence le 15 décembre 2001, Mention Très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité  
\* Directeur de thèse : Louis FAVOREU, Professeur à l'Université Aix-Marseille III  
\* Membres du jury : Jean-Michel BELORGEY, Conseiller d'Etat ; Olivier DUTHEILLET DE LAMOTHE, membre du Conseil constitutionnel ; Robert LAFORE, Directeur de l'Institut d'études politiques de Bordeaux ; Ferdinand MELIN-SOUCRAMANIEN, Professeur à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV  
\* Prix Gaston Jèze de la recherche fondamentale en droit public de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence  
\* Prix de thèse 2002 du Conseil constitutionnel
- 1999 - 2001** ATER, Faculté de droit d'Aix-en-Provence
- 1996 - 1999** Allocataire de recherche - Moniteur de l'enseignement supérieur, Faculté de droit d'Aix-en-Provence
- 1996** DEA de droit public, option droits fondamentaux, mention Bien (Faculté de droit d'Aix-en-Provence)

- 1995 Maîtrise en droit public, mention Bien  
Faculté de droit de Rennes I
- 1994 Diplôme de l'Institut d'études politiques de Rennes, mention Assez bien
- 1991 Baccalauréat série A2, mention Bien

## **ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES**

Organisation seule :

*La QPC vue du droit comparé. Qu'apprendre des questions de constitutionnalité en Europe ?*, colloque des 21 et 22 mars 2013, Faculté de droit d'Aix-en-Provence, colloque de restitution du projet de recherche sur la QPC financé par le GIP Mission de recherche Droit et justice (publié)

Organisation en collaboration :

Avec Marthe Fatin-Rouge Stéfanini, DR CNRS, *La perméabilité du droit constitutionnel aux autres sciences*, Journée d'études décentralisée de l'AFDC, 2 octobre 2015, Faculté de droit d'Aix-en-Provence (actes à paraître)

Avec les professeurs Emmanuel Cartier et Alexandre Viala, *La QPC. Vers une culture constitutionnelle partagée ?*, 24 mars 2014, Paris, Sénat (publié)

Avec Marthe Fatin-Rouge Stéfanini, DR CNRS, et le professeur Ariane Vidal-Naquet, *L'efficacité de la norme, nouveau vecteur de légitimité ?*, 5 et 6 novembre 2010, Faculté de droit d'Aix-en-Provence (publié)

Avec Marthe Fatin-Rouge Stéfanini, DR CNRS, et le professeur Joseph Pini, *La qualité des normes*, 24 et 25 octobre 2008, Faculté de droit d'Aix-en-Provence (publié)

Avec Emmanuelle Mazuyer, CR CNRS et Dominique Nazet-Allouche, IR CNRS, *Les droits sociaux fondamentaux. Entre droits nationaux et droit européen*, Première Journée de l'UMR 6201, 27 juin 2005, MMSH Aix-en-Provence (publié)

Participation régulière à l'élaboration scientifique de manifestations au sein de l'Institut Louis Favoreu - GERJC, notamment élaboration de la grille d'analyse pour la Table ronde internationale de justice constitutionnelle des 4 et 5 septembre 2015, sur *Constitution et droits sociaux*, Faculté de droit d'Aix-en-Provence et du Cours international de justice constitutionnelle de 2013 sur *Les droits culturels*, Faculté de droit d'Aix-en-Provence

## **PROJETS SCIENTIFIQUES ET CONTRATS DE RECHERCHE**

Participation en cours au programme *Citoyenneté, immigration, et droits : les systèmes de protection sociale à l'épreuve des dynamiques migratoires*, partenariat HC-Galilée 2017 dirigé par Laura Montanari, professeur à l'Université d'Udine (Italie) et Caterina Severino, Maître de conférences à l'Université de Toulon

Direction d'un programme de recherche sur *La QPC. Approche de droit comparé*, financé par le GIP Mission de recherche droit et justice, programme de deux ans (mars 2011-mars 2013), réunissant des chercheurs et enseignants-chercheurs français, italiens et espagnols et doté d'un financement de 25.493 euros.

Participation en 2009 au contrat entre l'Institut Louis Favoreu-GERJC et le Conseil constitutionnel pour l'élaboration de tables d'analyse de la jurisprudence du Conseil constitutionnel ayant donné à la publication d'un ouvrage aux éditions Dalloz, d'un CD-Rom et mises en ligne sur le site internet du Conseil constitutionnel

#### **AUTRES RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES ET ADMINISTRATIVES**

Membre du Comité de lecture de la *Revue française de droit constitutionnel* publiée par les P.U.F.

Coordination scientifique de la rubrique « Jurisprudence du Conseil constitutionnel » de la *Revue française de droit constitutionnel* avec Marthe Fatin-Rouge Stéfanini

De 2012 à 2015, membre du Comité de pilotage du Labex-Med « Les sciences humaines et sociales au cœur de l'interdisciplinarité pour la Méditerranée »

2010 : expertise d'un projet doctoral pour l'Agence nationale de la recherche et de la technologie

2010-2011 : membre titulaire de la Commission de spécialistes sections 02 et 04 de la Faculté de droit de Toulon

2010 : membre du Comité de sélection pour le recrutement d'un Maître de conférences sur une Chaire d'excellence CNRS, section CNU 04, Faculté de droit d'Aix-en-Provence

2011 : membre du Comité de sélection pour le recrutement d'un Maître de conférences sur une Chaire d'excellence CNRS, section CNU 01, Faculté de droit d'Aix-en-Provence

Membre élu puis membre nommé du Conseil de l'UMR 7318 DICE (Droit international, comparé et européen) CNRS/Aix-Marseille Université, Université de Toulon, Université de Pau

## **PUBLICATIONS**

### **1 - OUVRAGES ET DIRECTION D'OUVRAGES**

Marthe Fatin-Rouge Stéfanini et Laurence Gay, *La perméabilité du droit constitutionnel aux autres sciences*, PUAM, coll. Les Cahiers de l'Institut Louis Favoreu, n° 7, 2017, à paraître.

Emmanuel Cartier, Laurence Gay et Alexandre Viala, *La question prioritaire de constitutionnalité : vers une culture constitutionnelle partagée ?*, Institut Universitaire Varenne, collection Colloques et Essais, LGDJ, Lextenso éditions, 2015, 264 p.

Laurence Gay, *La question prioritaire de constitutionnalité. Approche de droit comparé*, Bruxelles, Bruylant, collection A la croisée des droits, 2014, 734 p.

Marthe Fatin-Rouge Stéfanini, Laurence Gay et Ariane Vidal-Naquet, *L'efficacité de la norme, nouveau vecteur de légitimité ?*, Actes du colloque d'Aix-en-Provence des 5 et 6 novembre 2010, De Boeck ed., Bruylant, collection A la croisée des droits, 2012, 352 p.

Marthe Fatin-Rouge Stéfanini, Laurence Gay et Joseph Pini, *Autour de la qualité des normes*, Bruxelles, Bruylant, collection A la croisée des droits, 2010, 327 p.

*Les « droits-créances » constitutionnels*, ouvrage tiré de la thèse, Bruxelles, Bruylant, Collection de droit public comparé et européen, 2007, 826 p.

Laurence Gay, Emmanuelle Mazuyer et Dominique Nazet-Allouche, *Les droits sociaux fondamentaux. Entre droits nationaux et droit européen*, Bruxelles, Bruylant, collection A la croisée des droits, 2006, 289 p.

### **2 - ARTICLES DANS DES REVUES A COMITE DE LECTURE ET CONTRIBUTIONS A DES OUVRAGES DE RECHERCHE**

« L'office du Conseil constitutionnel face au droit de l'Union européenne. Sens et limites du dialogue avec la Cour de Luxembourg », in *Dialogue des juges. Interactions entre tribunaux nationaux et internationaux*, Actes du colloque des 14-15-16 juin 2016, Athènes (à paraître à l'Annuaire international des droits de l'homme).

« Le recours en omission législative inconstitutionnelle : gadget ou parachèvement de l'Etat de droit ? », in Damien Connil et Dimitri Löhner (dir.), *Les 40 ans de la Constitution portugaise*, Institut universitaire Varenne, coll. Colloques et essais, 2017 (à paraître).

« Le Conseil constitutionnel, la liberté d'entreprendre et la science économique. Influence ou neutralité ? », in Marthe Fatin-Rouge Stéfanini et Laurence Gay (dir.), *La perméabilité du droit constitutionnel aux autres sciences*, PUAM, coll. Les Cahiers de l'Institut Louis Favoreu, n° 7, 2017, (à paraître).

« De la Cour suprême junior au dixième membre du Conseil constitutionnel. Le pouvoir des assistants juridiques des juridictions constitutionnelles en question », in Xavier Magnon, Pierre Esplugas-Labatut, Wanda Mastor et Stéphane Mouton (dir.), PUAM, coll. Les Cahiers de l'Institut Louis Favoreu, n° 6, 2016, pp. 45-59.

M. Fatin-Rouge Stéfaninni et L. Gay, « Du consentement au pouvoir aux conditions de vie décentes. Itinéraire(s) du bonheur en droit et contentieux constitutionnels comparés », in RERDH (Réseau européen recherche en droits de l'homme), *Le Droit au Bonheur*, Institut Universitaire Varenne, 2016, pp. 307-323.

« Quarante ans de justiciabilité des droits sociaux constitutionnels en France : quel bilan ? », in Julia Iliopoulos-Strangas (ed.), *Die Zukunft des Sozialen Rechtsstaates in Europa. The future of the constitutionalwelfare state in Europe. L'avenir de l'Etat de droit social en Europe*, Nomos-Stampfli Verlag-Ant. N. Sakkoulas Verlag, 2015, pp. 23-45.

« Constitution et droits sociaux. Rapport français », XXXI<sup>e</sup> Table ronde internationale de justice constitutionnelle des 4 et 5 septembre 2015, *AIJC*, XXXI-2015, pp. 263-297.

« Logement social (chronique trimestrielle) », en collaboration avec B. Kan-Balivet, *Revue trimestrielle de droit immobilier*, n° 4/2015, pp. 68-70.

« Redéfinir le contrôle concret de constitutionnalité. Plaidoyer pour une concrétisation accrue des décisions QPC », in Emmanuel Cartier, Laurence Gay et Alexandre Viala, *La question prioritaire de constitutionnalité : vers une culture constitutionnelle partagée ?*, Institut Universitaire Varenne, collection Colloques et Essais, LGDJ, Lextenso éditions, 2015, pp. 119-148.

« Logement social (chronique trimestrielle) », *Revue trimestrielle de droit immobilier*, n° 3/2015, pp. 65-67.

« Panorama de droit constitutionnel Février 2014/ Décembre 2014 », en collaboration avec A. Mangiavillano, *Rec. Dalloz*, n° 25/2015, pp. 1457-1465.

« Logement social » (chronique trimestrielle), *Revue trimestrielle de droit immobilier*, n° 1/2015, pp. 67-70.

« Droit de grève et liberté syndicale dans la jurisprudence constitutionnelle : des libertés 'particulières' ? », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 45/2014, pp. 35-49.

« Le droit du locataire et de ses proches à la stabilité du bail vu des droits fondamentaux. Approche constitutionnelle et européenne comparative », in C.-A. Dubreuil et P. Néhémie (dir.), *Le logement social en France*, Actes du colloque Roger Quilliot, un homme, une loi des 5 et 6 décembre 2012, Clermont-Ferrand, éd. Michel de l'Hospital/LGDJ, 2014, pp. 119-143.

« Logement social » (chronique trimestrielle), *Revue trimestrielle de droit immobilier*, n° 2/2014, pp. 48-50.

« Logement social » (chronique trimestrielle), avec B. Kan-Balivet, *Revue trimestrielle de droit immobilier*, n° 1/2014, pp. 61-64.

« Du contentieux *a priori* au contentieux *a posteriori* : l'occasion manquée d'un contrôle concret de constitutionnalité en France ? », *Annuaire international de justice constitutionnelle*, n° XXIX-2013, parution septembre 2014, pp. 55-59.

« Conclusion générale », in Laurence Gay (dir.), *La question prioritaire de constitutionnalité. Approche de droit comparé*, Bruxelles, Bruylant, collection A la croisée des droits, 2014, pp. 621-626.

« Le double filtrage des QPC : une spécificité française en question ? Modalités et incidences de la sélection des questions de constitutionnalité en France, Allemagne, Italie et Espagne », in Laurence Gay (dir.), *La question prioritaire de constitutionnalité. Approche de droit comparé*, Bruxelles, Bruylant, collection A la croisée des droits, 2014, pp. 51-89.

« Introduction générale », in Laurence Gay (dir.), *La question prioritaire de constitutionnalité. Approche de droit comparé*, Bruxelles, Bruylant, collection A la croisée des droits, 2014, pp. 11-25.

« Filtrage des QPC et système de justice constitutionnelle. Réflexions sur la participation des Cours suprêmes au contrôle de constitutionnalité des lois », avec Marthe Fatin-Rouge Stéfanini, in *Long cours. Mélanges en l'honneur de Pierre Bon*, Dalloz, 2014, pp. 195-213.

« Questions de constitutionnalité et protection des droits fondamentaux. Aspects procéduraux comparatifs (France, Espagne, Italie) », *Droit et procédures. La revue des huissiers de justice*, n° 2/2014, cahier Droit des procédures internationales, pp. 2-10.

« La politique, instrument de l'intérêt général », in *Ethique et politique*, Actes du XX<sup>e</sup> colloque d'éthique économique, Aix-en-Provence, 20 et 21 juin 2013, Aix-en-Provence, PUAM, collection du Centre d'éthique économique, 2014, pp. 221- 255.

« Logement social » (chronique trimestrielle), avec Béatrice Kan-Balivet, *Revue trimestrielle de droit immobilier* :

- n° 4/2013, pp. 68-72.
- n° 3/2013, pp. 66-70.
- n° 2/2013, pp. 65-69
- n° 1/2013, pp. 70-74.

« L'exigence d'efficacité de la norme, facteur d'un nouvel âge d'or du comparatisme dans la production juridique ? », in Marthe Fatin-Rouge, Laurence Gay et Ariane Vidal-Naquet (dir.), *L'efficacité de la norme, nouveau vecteur de légitimité ?*, Actes du colloque d'Aix-en-Provence des 5 et 6 novembre 2010, Bruylant, collection A la croisée des droits, 2012, pp. 107-139.

« Préface », avec Marthe Fatin-Rouge et Ariane Vidal-Naquet, in Marthe Fatin-Rouge, Laurence Gay et Ariane Vidal-Naquet (dir.), *L'efficacité de la norme, nouveau vecteur de légitimité ?*, Actes du colloque d'Aix-en-Provence des 5 et 6 novembre 2010, Bruylant, collection A la croisée des droits, 2012, pp. 13-24.

« Droit à la protection sociale », Observatoire de jurisprudence constitutionnelle, chronique n° 7, juillet-septembre 2011, *Les nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 34, 2012, pp. 186-191.

« Logement social » (chronique trimestrielle), avec Béatrice Kan-Balivet, *Revue trimestrielle de droit immobilier* :

- n° 4/2012, pp. 70-73.
- n° 3/2012, pp. 73-76.
- n° 1/2012, pp. 87-91.

« Panorama de droit constitutionnel Janvier 2010/ Décembre 2010 », en collaboration avec Valérie Bernaud, *Rec. Dalloz*, n° 25/2011, pp. 1713-1724.

« Reconnaissance du droit constitutionnel à la protection sociale dans le cadre de la QPC », note sous Conseil constitutionnel, 29 avril 2011, n° 2011-123 QPC, M. Mohamed T., *Revue française de droit constitutionnel*, n° 88, octobre 2011, pp. 833-838.

« Première QPC environnementale : vigilance en défaut du Conseil constitutionnel sur la théorie de la préoccupation », note sous Conseil constitutionnel, 8 avril 2011, n° 2011-116 QPC, M. Michel Z. et autres, *Revue française de droit constitutionnel*, n° 88, octobre 2011, pp. 823-830.

« La QPC - Questions de droit social », en collaboration avec Valérie Bernaud, in *La QPC. Premiers bilans*, Actes du colloque du 26 novembre 2010 organisé par l'Institut Louis Favoreu-GERJC et la Communauté du Pays d'Aix, Cahiers de l'Institut Louis Favoreu, PUAM, 2011, pp. 57-66.

« Principe d'égalité et protection sociale dans les premières décisions QPC du Conseil constitutionnel : un bilan mitigé », *Revue de droit sanitaire et social*, n° 6/2010, pp. 1061-1076.

« Le Conseil constitutionnel face au contentieux du handicap non décelé au cours de la grossesse », avec V. Bernaud, *Rec. Dalloz*, n° 30/2010, pp. 1980-1984.

« Panorama de droit constitutionnel jurisprudentiel Janvier 2009/ Décembre 2009 », avec V. Bernaud, *Rec. Dalloz*, n° 24/2010, pp. 1508-1521.

« L'égalité d'accès à l'enseignement supérieur en France », en collaboration avec Wei Wang, in Zhang Qianfan (dir.), *La garantie constitutionnelle de l'accès à l'Université* (大学招生与宪法平等), Actes du colloque de Pékin des 6 et 7 mars 2010, éditions du Yilin, Nanjing, 2011 (traduction en chinois par Wei Wang).

« Panorama de droit constitutionnel jurisprudentiel Mars 2008/ Décembre 2008 », avec V. Bernaud, *Rec. Dalloz*, n° 27/2009, pp. 1852-1860.

« "Droit au logement" et droit de propriété : un conflit à reconsidérer », in *Droit au logement, droit du logement*, Rapport public 2009 du Conseil d'Etat, La Documentation française, 2009, pp. 409 à 421.

« Droits-créances », *Juris-classeur Libertés*, fascicule n° 1100, sous la direction des professeurs F. Picod et P. Wachsmann, n° 3/2009, 36 p.

« Préface », en collaboration avec Marthe Fatin-Rouge et Joseph Pini, in Marthe Fatin-Rouge, Laurence Gay et Joseph Pini (dir.), *Autour de la qualité des normes*, Bruxelles, Bruylant, collection A la croisée des droits, 2010, pp. 13-15.

« Le contrôle des qualités formelles de la loi en droit constitutionnel comparé : France Espagne et Canada », in Marthe Fatin-Rouge, Laurence Gay et Joseph Pini (dir.), *Autour de la qualité des normes*, Bruxelles, Bruylant, collection A la croisée des droits, 2010, pp. 97-144.

« Le législateur apprenti sorcier ? Pays-Bas et Belgique face à la fin de vie » in S. De Cacqueray, A. Leca et A. Roux (dir.), *La fin de vie et l'euthanasie*, Actes du colloque sur la fin de vie d'Aix-en-Provence, 30 novembre-1er décembre 2007, Les études hospitalières, Bordeaux, 2008, pp. 121-154.

« Panorama de droit constitutionnel jurisprudentiel Janvier 2007/Février 2008 », avec V. Bernaud, *Rec. Dalloz*, 2008, n° 29, pp. 2025-2035.

« Une peau de chagrin : le droit à l'assurance maladie devant le Conseil constitutionnel », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 76/2008, pp. 839-846.

« Le principe constitutionnel de protection de la santé peut-il être au fondement d'une liberté ? Réflexions à partir de l'ordonnance de référé du Conseil d'Etat du 8 septembre 2005 », in *Le renouveau du droit constitutionnel. Mélanges en l'honneur de Louis Favoreu*, Dalloz, 2007, pp. 1577-1606.

« Panorama de droit constitutionnel jurisprudentiel Janvier 2006/Février 2007 », en collaboration avec V. Bernaud et C. Severino, *Rec. Dalloz*, 2007, n° 17, pp. 1166-1174.

« L'affirmation d'un droit aux soins du mineur étranger. Ou l'inconventionnalité partielle d'une loi jugée conforme à la Constitution », *Revue de droit sanitaire et social*, n° 6/2006, pp. 1047-1059.

« Les droits sociaux constitutionnels en France : particularisme ou "normalisation" ? », in Laurence Gay, Emmanuelle Mazuyer et Dominique Nazet-Allouche (dir. de), *Les droits sociaux fondamentaux. Entre droits nationaux et droit européen*, Bruxelles, Bruylant, collection A la croisée des droits, 2006, pp. 75-115.

« La possibilité de disposer d'un logement. Entre normes constitutionnelles et normes européennes », *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3/2006, pp. 395-406.

« L'interprétation de l'alinéa 11 du Préambule constitutionnel de 1946. Droit individuel aux prestations de sécurité sociale ou protection de la santé publique ? Il faut choisir ! », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 62/2005, pp. 362-377.

« L'accès au logement en France et en Afrique du Sud : perspectives constitutionnelles et politiques comparées », in Jean-Yves Chérot et Tobias Van Reenen (dir. de), *Les droits sociaux fondamentaux à l'âge de la mondialisation*, P.U.A.M., 2005, pp. 203-222.

« The right to housing in France and South Africa », *Law, democracy & development*, vol. 8, n° 1 (2004), pp. 119-137.

« La notion de "droits-créances" à l'épreuve du contrôle de constitutionnalité », *Les Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 16/2004, pp. 148-154.

Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2003-483 DC du 14 août 2003, Loi portant réforme des retraites, *Revue française de droit constitutionnel*, n° 57/2004, pp. 85-95.

Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2003-487 DC du 18 décembre 2003, Loi portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité, *Revue française de droit constitutionnel*, n° 57/2004, pp. 114-121.

« Justice constitutionnelle, justice ordinaire, justice supranationale : à qui revient la protection des droits fondamentaux en Europe ? Rapport français », en collaboration

avec Marthe Fatin-Rouge Stéfanini, *Annuaire international de justice constitutionnelle*, n° XX-2004, pp. 213-244.

« Chronique de jurisprudence constitutionnelle – France », en collaboration, *Annuaire international de justice constitutionnelle*, n° XX-2004, pp. 649-702.

« Le Conseil constitutionnel et les droits à prestations sociales », *Actualité juridique Droit administratif*, n° 9/2003, pp. 448-452.

« Chronique de jurisprudence constitutionnelle – France », en collaboration, *Annuaire international de justice constitutionnelle*, n° XIX-2003, pp. 701-765.

« Propriété et logement. Réflexions à partir de la mise en oeuvre du référé-liberté », *Revue française de droit constitutionnel* :

- 1ère partie, n° 54/2003, pp. 309-333

- 2nde partie, n° 55/2003, pp. 527-546.

(Extraits traduits en japonais par K. Ebihara, *Meiji Gakuin Law Journal*, n° 78, mars 2005, pp. 89-107)

Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2001-455 DC du 12 janvier 2002, Loi de modernisation sociale, *Revue française de droit constitutionnel*, n° 50/2002, pp. 422-438. Sommaire commenté de la même décision, *Rec. Dalloz*, n° 17/2003, pp. 1129-1130.

Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2002-458 DC du 7 février 2002, Loi organique portant validation de l'impôt foncier sur les propriétés bâties en Polynésie française, *Revue française de droit constitutionnel*, n° 50/2002, pp. 385-388.

Sommaire commenté de la même décision, *Rec. Dalloz*, n° 16/2003, pp. 1069-1070.

« Chronique de jurisprudence constitutionnelle – France », en collaboration, *Annuaire international de justice constitutionnelle*, n° XVIII-2002, pp. 611-659.

Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 99-416 DC du 23 juillet 1999, Couverture maladie universelle, *Revue française de droit constitutionnel*, n° 40/1999, pp. 809-817.

Sommaire commenté de la même décision, *Rec. Dalloz*, 23 novembre 2000, n° 41, pp. 422-423.

### **3 – PARTICIPATION A DES COLLOQUES, CONGRES ET JOURNEES D'ETUDES**

#### **3.1 Rapports et communications :**

« Référé-liberté et droits sociaux », communication au colloque organisé par la CUPL (China University of Political Science and Law), 20 mai 2017, Pékin.

« Les grandes décisions du Conseil constitutionnel en matière de droits sociaux », communication au colloque organisé par la CUPL (China University of Political Science and Law), 20 mai 2017, Pékin.

« L'interprétation des droits sociaux par le Conseil constitutionnel », communication à la Journée d'études franco-chinoise sur L'interprétation constitutionnelle, 5 juillet 2016, Aix-en-Provence.

« L'office du Conseil constitutionnel face au droit de l'Union européenne. Entre contraintes et stratégies juridictionnelles », communication au colloque *Dialogue des juges. Interactions entre tribunaux nationaux et internationaux*, 14-15-16 juin 2016, Athènes (à paraître).

« Le Conseil constitutionnel, la liberté d'entreprendre et la science économique. Influence ou neutralité ? », communication à la Journée d'études sur *La perméabilité du droit constitutionnel aux autres sciences* du 2 octobre 2015, Faculté de droit d'Aix-en-Provence (à paraître).

« Constitution et droits sociaux », Rapport français à la Table ronde internationale de justice constitutionnelle des 4 et 5 septembre 2015, Faculté de droit d'Aix-en-Provence (publié).

« Les assistants et services juridiques : quel pouvoir au sein de la juridiction constitutionnelle ? » communication au colloque *Les pouvoirs d'instruction des juridictions constitutionnelles et la formation de l'intime conviction des juges constitutionnels*, 5 juin 2015, Université Toulouse Capitole (publié).

« Les fondements constitutionnels du droit au bonheur et leur justiciabilité. Approche comparative », avec Marthe Fatin-Rouge Stéfanini, communication au colloque sur *Le droit au bonheur*, 3 et 4 décembre 2014, Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges (publié).

« Les droits sociaux fondamentaux en France : bilan et perspectives », communication au colloque *L'avenir de l'Etat de droit social en Europe*, 10<sup>ème</sup> Congrès de la Societas Iuris Publici Europaei, 30 octobre-1<sup>er</sup> novembre 2014, Athènes (publié)

« Les décisions QPC et les faits : quel(s) degré(s) de concrétisation du contrôle a posteriori ? », communication au colloque *La QPC. Vers une culture constitutionnelle partagée ?*, 24 mars 2014, Sénat, Paris (publié).

« Le double filtrage des QPC : une spécificité française en question ? », communication au colloque *La QPC vue du droit comparé : qu'apprendre des questions de constitutionnalité en Europe ?*, 21 et 22 mars 2013, Aix-en-Provence (publié).

« Les nouvelles orientations en faveur du logement social », communication à la Journée d'étude *Le logement, quelle actualité ? Lois Duflot et autres évolutions récentes*, 19 juin 2013, Paris.

« Le droit du locataire et de ses proches à la stabilité du bail vu des droits fondamentaux », communication au colloque *Roger Quilliot, un homme, une loi*, 5 et 6 décembre 2012, Clermont-Ferrand. (publié)

« Existe-t-il un standard international en matière de droits sociaux ? », communication au colloque *Existe-t-il une exception française en matière de droits fondamentaux ?*, 17 et 18 novembre 2011, Aix-en-Provence.

« La QPC - Questions de droit social », en collaboration avec Valérie Bernaud, communication au colloque *La QPC - Premiers bilans*, 26 novembre 2010, Aix-en-Provence (publié).

« Le droit comparé, facteur d'efficacité de la production normative ? », communication au colloque *L'efficacité de la norme, nouveau vecteur de légitimité ?*, colloque des 5 et 6 novembre 2010, Aix-en-Provence (publié).

« Principe constitutionnel d'égalité et accès à l'enseignement supérieur en France », communication pour le colloque *Constitutional Equality and University Admissions: Chinese Problems and International Experiences*, organisé par the Constitutional and administrative law center, Peking University, Pékin, 6 et 7 mars 2010 (publié).

« Le contrôle des qualités formelles de la loi en droit constitutionnel comparé », communication au colloque *Autour de la qualité des normes*, Aix-en-Provence, 24 et 25 octobre 2008 (publié).

« L'euthanasie aux Pays-Bas et en Belgique », communication au colloque sur la fin de vie, Aix-en-Provence, 30 novembre-1<sup>er</sup> décembre 2007 (publié).

« Les droits fondamentaux en France : définition et cadre général de la protection », communication présentée à la Journée d'études franco-chinoise du 14 mai 2007, Aix-en-Provence.

« Les droits sociaux constitutionnels en France », communication présentée à la 1<sup>ère</sup> Journée de l'UMR 6201, Aix-en-Provence, 27 juin 2005 (publié).

« Justice constitutionnelle, justice ordinaire, justice supranationale : à qui revient la protection des droits fondamentaux en Europe ? », Rapport français pour la Table ronde internationale de Justice constitutionnelle d'Aix-en-Provence des 17 et 18 septembre 2004 (publié).

« The right to housing in France and South Africa », communication présentée au colloque sur *La protection des droits sociaux en France et en Afrique australe* des 14 et 15 août 2003 à l'Université de Western Cape, Le Cap, Afrique du Sud (publié).

« "L'effet-cliquet" dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », communication présentée au IV<sup>e</sup> Congrès français de droit constitutionnel des 10-12 juin 1999 à Aix-en-Provence, dactyl., 23 p.

### 3.2 Autres

Discutante lors du séminaire Les droits sociaux des étrangers, 10 mars 2017, Université de Toulon, Faculté de droit, dans le cadre du projet Citoyenneté, immigration, et droits : les systèmes de protection sociale à l'épreuve des dynamiques migratoires, partenariat HC-Galilée 2017 dirigé par la professeure Laura Montanari et Caterina Severino

Discutante lors du colloque des 23 et 24 juin 2016, *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice : une nouvelle étape après la QPC ?*, colloque des 23 et 24 juin 2016, Faculté de droit d'Aix-en-Provence (participation à la table ronde du colloque intitulée « Les conditions d'une réforme en France, au regard des expériences étrangères »), actes à paraître.

Animation, dans le cadre d'un Cours annuel international de justice constitutionnelle ayant pour thème Les droits culturels, d'un débat-discussion d'une demie-journée, sur le sujet : *Existe-t-il un droit à la (recherche de la) vérité historique ?*, Aix-en-Provence, 5 septembre 2013. Le compte-rendu de ce débat est paru dans *l'Annuaire international de justice constitutionnelle*, n° XXIX-2013, pp. 621-633.

Discutante invitée lors du colloque des 25 et 26 juin 2013 sur *Quelles sécurités pour les travailleurs en temps de crise ?*, Université Lumière Lyon 2.

Conférence « Le droit au logement opposable », Maison du droit et de la justice, Vitrolles, 7 juin 2007.

## ENSEIGNEMENTS

◆ Cours de *Droits sociaux fondamentaux*, Master 2 Droit social, Faculté de droit d'Aix-en-Provence, 10 heures annuelles

◆ Cours de *Droits fondamentaux à caractère social*, Master 2 Droit et contentieux publics, parcours Droit et contentieux des Libertés, Université de Pau et des Pays de l'Adour, UFR Droit, économie et gestion, 12 heures annuelles

◆ Cours de *Droits sociaux des étrangers*, Master 2 Personne et procès, spécialité Droits fondamentaux, parcours Migrations et droits des étrangers, Faculté de droit de Toulon, 12 heures annuelles

◆ Séminaire de *Contentieux comparé des libertés*, Master 2 Droit public approfondi, filière Droits fondamentaux, Faculté de droit d'Aix-en-Provence, 10 heures annuelles

◆ Cours magistral de *Droit constitutionnel*, CPAG de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence :

- 2012 à 2015 pour les prep'ENA et prépa. Grands concours (35 h. annuelles)

- depuis 2015 pour les prépa. Commissariat aux armées et métiers de la sécurité (20 h. annuelles)

◆ Cours de *Logement social* et de *Cessions forcées de droit public*, Licence professionnelle Métiers de l'immobilier, Faculté de droit d'Aix-en-Provence, 19 heures annuelles

## LANGUES ETRANGERES

Anglais : lu, parlé, écrit

Italien, Espagnol, Portugais : lu